

Longtemps après leur mort, le corps des despotes continue à provoquer controverses et batailles mémorielles. Un livre fait le point sur ce sujet peu exploré

L'encombrant corps du tyran

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

Histoire ► Encombrantes dépouilles que celles de Pol-Pot, Amin Dada, Milosevic, Pinochet... Que faire des cadavres des criminels de masse? Quel que soit leur sort, ces corps, devenus politiques de par leur histoire, auront le plus souvent une «vie post-mortem», explique Sévane Garibian, dans un livre collectif, *La mort du bourreau*¹, rédigé sous sa direction par une équipe d'universitaires et d'intellectuels d'horizons divers.

La professeure de droit aux universités de Genève et de Neuchâtel montre que le traitement réservé aux restes des tyrans participe à la construction du récit national et à la fondation de la mémoire collective de leur pays. Interview.

Pourquoi vous êtes vous intéressée à ce thème? Sévane Garibian:

L'idée m'est venue à la suite de la traque d'Oussama Ben Laden en 2011, suivie peu après de celle de Mouammar Kadhafi. Il s'agit de deux morts violentes et spectaculaires qui ont marqué les esprits. Ce sont deux cas de vengeance collective: ils n'ont été ni arrêtés ni jugés, puis des images de leurs corps mutilés ont circulé.

La dépouille de Ben Laden aurait été immergée en haute mer pour éviter que sa tombe devienne un lieu de culte pour des extrémistes. La sépulture de Kadhafi serait quelque part dans le désert, dans un lieu tenu secret. Cela m'a notamment rappelé le sort de Benito Mussolini, capturé et pendu par un groupe de partisans en 1945. Son cadavre a été supplicié et humilié publiquement, puis a connu une histoire rocambolesque: soumis à des études scientifiques, enterré, puis volé par ses admirateurs, retrouvé dans une valise avant d'être inhumé à nouveau. En 2005, ses descendants réclamaient qu'il soit transféré à Rome.

L'importance d'une recherche scientifique sur le traitement réservé aux dépouilles des criminels de masse m'a alors sauté aux yeux. De surcroît, ce travail contribue à la démystifi-



Les criminels de masse n'ont généralement pas de sépultures publiques. Avec des exceptions notoires, comme celles de l'Espagnol Francisco Franco et de l'Ottoman Talaat Pacha, organisateur du génocide arménien. SÉVANE GARIBIAN

cation du bourreau. **Vous relevez que la mort des bourreaux est rarement «convenable»...**

Oui, même si chaque cas est unique, on observe que dans la majorité des cas leur fin est violente ou est marquée par le sceau de l'infamie. Nous distinguons trois types de morts de tyrans: la «mort-échappatoire» tout d'abord, qui est une mort naturelle ou suspecte, par laquelle le bourreau échappe à la justice. Par exemple celle du leader serbe Milosevic, qui meurt en détention à quelques heures du prononcé de son jugement, celle du général espagnol Francisco Franco qui succombe de maladie à l'hôpital, ou encore celle du despote chilien Augusto Pinochet, décédé à son domicile après avoir fait l'objet de poursuites judiciaires. Ce sont des cas qui laissent un fort goût d'impunité.

Il y a ensuite la «mort-sentence», qui concerne les exécutions ordonnées par des tribunaux, comme celles des criminels de guerre nazis, ou de l'ex-président irakien Saddam Hussein, condamné par un tribunal spécial pour

l'Irak. Enfin, la «mort-vengeance», comme dans les cas de Ben Laden, de Mussolini, de Kadhafi et de l'ex-grand vizir ottoman Talaat Pacha, génocidaire du peuple arménien, assassiné dans la rue à Berlin par un rescapé.

Mais je dirais que leur fin n'est pas non plus «convenable» dans un autre sens: elle ne convient en général guère aux victimes, car elle n'efface rien en elle-même, ne répare rien, ne démythifie pas, et ne garantit ni justice ni pacification. Elle marque néanmoins la fin d'une époque.

Leur dépouille fait-elle toujours l'objet d'un traitement particulier?

Il s'agit d'un corps embarrassant qui implique un vrai questionnement sur la manière d'éviter le culte de leur personnalité par leurs partisans; à part dans les cas de Franco et de Talaat Pacha qui sont «monumentalisés», parce que là, l'Etat n'a pas fait son travail de mémoire, et se trouve dans le déni des crimes commis.

En général, on cherche à montrer publiquement la dépouille. C'est la preuve par

l'image, une manière de dire à la société: «c'est fini». Car le cadavre du tyran est un corps politique. C'est particulièrement frappant en ce qui concerne les criminels nazis, les uns pendus en public, les autres, condamnés à Nuremberg, dont les photographies des corps nus ont été publiées.

En revanche, une fois que cette exposition des cadavres est terminée, on s'assure du secret du lieu de destination de la dépouille afin d'éviter qu'il devienne un lieu de pèlerinage. La plupart des sépultures, pour ceux qui en ont, se trouvent dans des propriétés privées, en général familiales. On refuse ainsi d'intégrer les anciens bourreaux dans la société. On garantit la paix des morts. Contrairement au mausolée de Franco, où certains viennent uriner sur sa tombe et d'autres faire le salut fasciste...

Vous dites que les tyrans ont une vie post-mortem...

Oui, une vie symbolique et politique. On le voit encore dans un exemple qui a fait l'actualité en novembre 2016: près de 30 ans après sa mort, la famille de

l'ex-dictateur Marcos des Philippines a obtenu qu'il soit inhumé avec les honneurs au «Cimetière des héros» de Manille, provoquant de vives manifestations de la part de la société civile et de parents des victimes de son régime. Il n'est pas rare que les blessures du passé soient ainsi rouvertes.

Cette vie après la mort des bourreaux dépend de l'existence ou non d'une transition politique réussie vers la démocratie, de la politique mémorielle qui sera mise en place (ou pas) et du traitement éventuel des crimes par la justice, que ce soit via des procès ou des commissions vérité et réconciliation, des lois sanctionnant le négationnisme, etc. Dans tous les cas, cela ouvre un vaste champ d'études aux chercheurs en sciences sociales. I

¹ Sévane Garibian (dir.), *La mort du bourreau. Réflexions interdisciplinaires sur le cadavre des criminels de masse*, Editions Petra, Paris, novembre 2016. La chercheuse est également directrice du projet scientifique «Right to Truth, Truth(s) through Rights: Mass Crimes Impunity and Transitional Justice», à la Faculté de droit de Genève. www.right-truth-impunity.ch

BRÉSIL

MICHEL TEMER, TAUPE DES ETATS-UNIS?

Michel Temer aurait bénéficié du soutien étasunien dans sa campagne contre Dilma Rousseff. Selon le fondateur de Wikileaks Julian Assange, interviewé par le journal en ligne Nocaute¹, des câbles diplomatiques indiquent que l'actuel président brésilien maintenait depuis dix ans des contacts discrets avec l'ambassade des Etats-Unis. Le politicien aurait livré des informations politiques mais aussi pétrolières contre un soutien politique. Cet apport étasunien se serait concrétisé lors des manifestations anti-Rousseff qui ont accompagné la procédure d'impeachment parlementaire menée à bien l'an dernier. Selon M. Assange, des moyens informatiques étasuniens ont appuyé cette mobilisation. Ex-vice-président de M^{me} Rousseff, M. Temer a pris sa succession en mai 2016, réorientant radicalement la politique brésilienne. BPZ

¹ www.nocaute.blog.br

MERCOSUR

VERS LE LIBRE-ÉCHANGE

Les changements de gouvernements en Argentine et au Brésil ont un impact sur les relations commerciales helvétiques. Jeudi au Forum économique mondial de Davos, Johann Schneider-Ammann a signé, au nom de l'Association européenne de libre-échange (AELE) dont la Suisse fait partie, une déclaration commune en vue d'entamer des négociations formelles de libre-échange avec la communauté économique sud-américaine du Mercosur. Le ministre de l'Economie s'est réjoui que les choses bougent enfin. Le marché du Mercosur est énorme et représente une opportunité pour le commerce extérieur suisse, a-t-il souligné. ATS/CO

COLOMBIE

LES PARAS FRAPPENT

Les militants agraires continuent de payer au prix fort la montée du néoparamilitarisme colombien. Dernières victimes en date, Emilsen Manyoma, une des leaders des Communautés construisant la paix dans les territoires (Conpaz), retrouvée morte égoragée, mercredi, ainsi que son mari Joe Javier Rodallega. La jeune militante afrocolombienne avait dénoncé, avec d'autres habitants de Buenaventura, la saisie de 11 000 hectares pour des projets miniers et énergétiques. Emilsen Manyoma s'opposait également à la plantation, transformation et trafic de coca. Dans le cadre du processus de paix, elle se battait pour le droit au retour des déplacés et compilait de la documentation sur les crimes commis durant la guerre pour les transmettre à la Commission paix et vérité. Plus de septante activistes colombiens ont été tués depuis un an. Nombre d'entre eux étaient impliqués dans le combat pour récupérer les terres volées durant la guerre. BPZ

VERNISSAGE

50 ANS DE FGC, LE LIVRE

Genève, *l'esprit solidaire*, le cinquantième anniversaire de la Fédération genevoise de coopération se décline désormais en livre. Ce bel objet de 168 pages, voyage autour du Sud en histoires personnelles et militantes, sera présenté le 24 janvier, dès 18 h, au café La Réplique du Théâtre Saint-Gervais, en présence des autorités et de Mme Cunningham, militante indigène du Nicaragua, conseillère auprès de l'ONU et fidèle partenaire de la FGC¹. BPZ

¹ lecourrier.ch/le_progres_social_par_l_autonomie_et_la_culture

Yémen: 10 000 civils tués depuis l'intervention contre la minorité houthie

ONU ► Le médiateur des Nations unies pour le Yémen s'est rendu lundi dernier à Aden pour s'entretenir avec le président Abd Rabbo Mansour Hadi. Cela au moment où l'organisation internationale a estimé que 10 000 civils avaient été tués depuis mars 2015, début de l'intervention militaire menée par l'Arabie saoudite contre la rébellion de la minorité houthie.

La mission d'Ismail Ould Cheikh Ahmed était «d'essayer de présenter (au président

yéménite, nldr) les dernières propositions en date pour la paix», a expliqué Farhan Haq, porte-parole de l'ONU. Sa rencontre avait vocation en particulier à obtenir une trêve.

Les Nations unies ont revu à la hausse lundi leur estimation du nombre de victimes civiles – 10 000, contre 7 000 – depuis le début de l'intervention de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite. Cet accroissement «souligne le besoin de trouver une solution sans plus attendre»,

a ajouté M. Haq, déplorant «un coût humanitaire énorme». L'envoyé de l'ONU espère raviver le processus de paix dans le pays après le rejet par le président Hadi de la feuille de route proposée. Il doit rendre compte de sa mission devant le Conseil de sécurité au plus tard ce mois-ci. Cette feuille de route prévoit un nouveau gouvernement d'union et un retrait des rebelles de la capitale Sanaa et d'autres villes. Et aussi une réduction importante des pouvoirs

présidentiels au profit d'un vice-président chargé de superviser la formation d'un gouvernement provisoire pour diriger le pays dans l'attente d'élections.

La coalition menée par les Saoudiens soutient le président yéménite. Sa campagne de raids aériens a été lancée après la conquête par les Houthis – rebelles issus de l'importante minorité zaïdite concentrée dans le nord –, alliés aux partisans de l'ancien président Ali Abdallah Saleh. ATS/CO